

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA PREFECTURE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE**

RAA-REG Normal n°74 du 07/05/2015

SOMMAIRE

PREFECTURE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

**SECRETARIAT GENERAL
POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

ARRETE n° DEP-2015-119-1 du 29 avril 2015

fixant la composition de la section régionale d'Ile-de-France du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'Etat

**DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT
UNITE TERRITORIALE DE PARIS**

ARRETE n° DEP-2015-124-14 du 4 mai 2015

prescrivant l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique concernant le projet de prolongement vers le sud de l'infrastructure de l'actuelle ligne 14 du métro dans Paris (Saint-Lazare – Olympiades) entre la gare d'Olympiades (gare non incluse) et le site de maintenance et de remisage en arrière-gare d'Aéroport d'Orly du réseau de transport public du Grand Paris et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes du Kremlin-Bicêtre, de l'Hay-les-Roses, Chevilly-Larue et Thiais (94) et de la commune de Morangis (91)

**PREFECTURE DE LA REGION
ILE-DE-FRANCE**

**SECRETARIAT GENERAL POUR
LES AFFAIRES REGIONALES**



PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRETE N° 2015-119 du 29 avril 2015
fixant la composition de la section régionale d'Île-de-France du comité interministériel
consultatif d'action sociale des administrations de l'État

LE PREFET DE LA REGION D'ÎLE-DE-FRANCE, PREFET de PARIS,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006, relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État, notamment ses articles 7 et 8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 juin 1970 modifié instituant un comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État ;
- VU l'arrêté du 29 juin 2006 modifié fixant la composition et le fonctionnement des sections régionales du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État, notamment son article 4 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°95-1765 du 6 octobre 1995 modifié fixant la composition la section régionale d'Île-de-France du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État ;

CONSIDERANT que les mandats des membres de la section régionale interministérielle d'action sociale d'Île-de-France ont pris fin le 31 décembre 2014 ;

- SUR proposition des chefs des services déconcentrés des administrations de l'État en Île-de-France ;
- SUR proposition des organisations syndicales ;
- SUR proposition du préfet, secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de région d'Île-de-France, préfecture de Paris,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La section régionale d'Île-de-France du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État est composée ainsi :

Représentants de l'Administration

Membres titulaires :

Préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris

Mme Anne-Sophie PERON, chef du bureau des ressources humaines

Services du Premier ministre

Mme Jacqueline ISBER, chef de la section action sociale

Rectorat de Versailles

Mme Noëlle NARVAEZ, responsable du service social

Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la cohésion sociale

Monsieur Frédéric MUSSO, adjoint au chef du service ressources humaines

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement

Mme Christèle DUROCHER, responsable du service social

Direction Régionale des Affaires Culturelles

M. Cédric PICHOFF, chef du service des ressources humaines

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement

Mme Emmanuelle FOURMONT, responsable du bureau DALO et de la prévention des expulsions

Ministère de la Défense, Pôle Ministériel d'Action Sociale de Saint-Germain-en-Laye

M. Bernard PHILIPPE, chargé des actions médico-sociales

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

M. Thierry LARTIGUE, chef du bureau de l'action sociale

Direction Régionale des Finances Publiques

M. Jean-François PLOUGONVEN, responsable de la division « service aux agents et relation sociale »

Rectorat de Créteil

Mme Marie-Christine SIMULA, chef de la division de l'accompagnement médical, social et professionnel

Ministère de la Justice

Mme Dominique SINGER, chef du département des ressources humaines et de l'action sociale de Paris

Membres suppléants :

Préfecture de la région d'Île-de-France, Préfecture de Paris

Mme Claudia BRANJAUNEAU, chef du bureau de l'action sociale

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie

M. Daniel DAUBIN, responsable des ressources humaines

Rectorat de Versailles

Mme Isabelle DAGOURET, service d'action sociale

Direction Départementale des Finances Publiques de l'Essonne

M. Serge KOEHL, délégué départemental à l'action sociale

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

M. Sébastien FAUGERE, secrétaire général

Ministère des Affaires Étrangères

Mme Colette Le BARON, déléguée pour la politique sociale

Rectorat de Paris

M. Christophe HARNOIS, chef du service des affaires médicales et sociales

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Ile-de-France

Mme Catherine CLERC, secrétaire générale adjointe

Rectorat de Créteil

Mme Monique TENN, chef du service d'action sociale

Ministère de la Défense, Pôle Ministériel d'Action Sociale de Saint-Germain-en-Laye

M. Philippe GAUTRON, adjoint de la conseillère technique de Direction

Direction Interrégionale des Douanes et Droits indirects

M. Emmanuel DEJONCKHEBERE, secrétaire général

Ministère de la Justice

M. Jean-Jacques VETU, adjoint à la cheffe du département des ressources humaines et de l'action sociale de Paris

Représentants des organisations syndicales

Fédération Syndicale Unitaire, coordination régionale d'Ile-de-France

Titulaires : M. Pascal CALLAC
M. Yann MAHIEUX

Suppléants : Mme Fabienne DUCHESNE
M. Jean-Pierre LHANDÉ

Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires CGT

Titulaires : M. Christian MATHIS
M. Medjid MOUHOUB

Suppléants : Mme Elisabeth BRUNET
M. Valéry OBLICOQ

Union Nationale des Syndicats Autonomes

Titulaires : M. Stéphane CROTTES
Mme Isabelle LABORDE

Suppléants : M. Olivier BRUN
Mme Béatrice DUPONT

Union Inter Fédérale des Agents de la Fonction Publique Force Ouvrière

Titulaires : Mme Catherine BENASSAYA
M. Gérard ROLLAND

Suppléants : M. Bernard LAYES
Mme Solange SAIDI

Union Régionale des Syndicats d'Île-de-France CFDT

Titulaires : Mme Marie-Thérèse BUEB
Mme Muriel SCAPPINI

Suppléants : Mme Anne-Marie GINESTE
M. Vincent SOULAGE

Union Fédérale des Cadres des Fonctions Publiques CFE-CGC

Titulaire : M. Patrick AUBERT
Suppléant : M. Christian TOUSSAINT DU WAST

Union syndicale Solidaires Coordination Île-de-France

Titulaires : Mme Catherine TABARD-KALCK
M. Henri LOPEZ

Suppléants : M. Baptiste ALAGUILLAUME
M. Alexandre BIZEUL

Article 2 :

Le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, et le président de la section régionale interministérielle d'action sociale (SRIAS) peuvent, en tant que de besoin, inviter toute personnalité qualifiée à participer aux séances plénières avec voix consultative.

Article 3 :

Le quorum est fixé à la moitié plus un des membres (13), représentants titulaires ou représentants suppléants siégeant en lieu et place d'un représentant titulaire.

Article 4 :

L'arrêté préfectoral n°95-1765 du 6 octobre 1995 modifié fixant la composition la section régionale d'Île-de-France du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État est abrogé.

Article 5 :

Le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France.

Pour le Préfet de Région et par délégation
Le Préfet, Secrétaire Général pour les Affaires Régionales
d'Île-de-France

Laurent FISCUS

**DIRECTION REGIONALE ET
INTERDEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT ET DE
L'AMENAGEMENT**

UNITE TERRITORIALE
DE PARIS



**PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS**

*Direction régionale et interdépartementale
de l'équipement et de l'aménagement*

*Unité territoriale de Paris
Service utilité publique et équilibres territoriaux
Pôle urbanisme d'utilité publique*

Arrêté préfectoral *2015-126-14*
prescrivant l'ouverture de l'enquête publique préalable
à la déclaration d'utilité publique concernant le projet de prolongement vers le sud
de l'infrastructure de l'actuelle ligne 14 du métro dans Paris (Saint-Lazare – Olympiades)
entre la gare d'Olympiades (gare non incluse)
et le site de maintenance et de remisage en arrière-gare d'Aéroport d'Orly
du réseau de transport public du Grand Paris et emportant mise en compatibilité des documents
d'urbanisme des communes du Kremlin-Bicêtre, de L'Haÿ-les-Roses, Chevilly-Larue
et Thiais (94) et de la commune de Morangis (91)

Le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris

*officier de la Légion d'honneur;
officier de l'ordre national du Mérite*

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'environnement et notamment les chapitres II et III du titre II du livre Ier ;
- Vu le code de l'urbanisme ;
- Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment son article L.110-1 ;
- Vu le code des transports et notamment ses articles L.1511-1 à L.1511-5 ;

Vu la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 modifiée relative au Grand Paris et notamment ses articles 1, 4 et 7 ;

Vu la loi n°2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017, notamment son article 17 ;

Vu le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 modifié relatif à la Société du Grand Paris (SGP) ;

Vu le décret n° 2010-1133 du 28 septembre 2010 pris pour l'application de certaines dispositions de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 2011-1011 du 24 août 2011 portant approbation du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris ;

Vu le décret n° 2011-2021 du 29 décembre 2011 déterminant la liste des projets, plans et programmes devant faire l'objet d'une communication au public par voie électronique dans le cadre de l'expérimentation prévue au II de l'article L.123-10 du code de l'environnement ;

Vu le décret n°2013-1211 du 23 décembre 2013 relatif à la procédure d'évaluation des investissements publics, en application de l'article 17 de la loi n°2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017 ;

Vu le décret n° 2015-308 du 18 mars 2015 relatif à l'association du Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) aux missions de la Société du Grand Paris (SGP) de conception et de réalisation du réseau de transport public du Grand Paris ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R.123-11 du code de l'environnement ;

Vu le bilan du débat public qui s'est déroulé du 30 septembre 2010 au 31 janvier 2011, dressé par le président de la Commission nationale du débat public (CNDP) le 31 mars 2011 ;

Vu les décisions de la Commission nationale du débat public du 4 septembre 2013 approuvant les modalités d'information et de participation du public pendant la phase postérieure au débat public sur le projet de réseau de transport public du Grand Paris et désignant Monsieur Henri WATISSEE, garant chargé de veiller à la mise en œuvre de ces modalités ;

Vu le rapport de Monsieur Pierre-Gérard MERLETTE, garant de la concertation publique en date du 14 octobre 2014 ;

Vu la décision de la Commission nationale du débat public (CNDP) en date du 3 décembre 2014 donnant acte à la Société du Grand Paris (SGP) du compte rendu de la concertation et du rapport du garant ;

Vu la lettre du président du directoire de la Société du Grand Paris (SGP), adressée au préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le 5 novembre 2014, relative à la transmission du dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique concernant le tronçon « Olympiades – Aéroport d'Orly » du réseau de transport public du Grand Paris en vue de la saisine de l'autorité environnementale pour avis sur le dossier présentant le projet ;

Vu la synthèse des avis reçus au titre de la consultation inter-administrative, réalisée dans le cadre de la circulaire du Premier ministre du 5 octobre 2004 relative à la concertation applicable aux projets de travaux, d'aménagements et d'ouvrages de l'Etat et des collectivités territoriales, suite aux réunions des 16 décembre 2014 et 27 janvier 2015 et adressée le 16 février 2015 aux services, organismes et établissements consultés ;

Vu le procès-verbal de la réunion interdépartementale des personnes publiques associées, qui s'est déroulée à la préfecture du Val-de-Marne le 19 février 2015, en vue d'examiner conjointement la procédure de mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes du Kremlin-Bicêtre, de L'Haÿ-les Roses, de Chevilly-Larue et de Thiais dans le département du Val-de-Marne et de la commune de Morangis dans le département de l'Essonne, communes traversées par le réseau de transport public du Grand Paris ;

Vu l'avis n° Ae 2014-105 du 25 février 2015 sur le dossier présentant le projet de l'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), joint au dossier d'enquête publique ;

Vu la délibération n°2014-480 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) du 10 décembre 2014 portant approbation du dossier d'enquête publique ;

Vu l'avis n° 2015-27 rendu le 26 mars 2015 par le Commissaire Général à l'Investissement (CGI) sur le dossier d'évaluation socio-économique du tronçon « Olympiades – Aéroport d'Orly » du réseau de transport public du Grand Paris et le rapport de contre expertise, conformément aux dispositions du décret n°2013-1211 du 23 décembre 2013 susvisé ;

Vu la lettre du président du directoire de la Société du Grand Paris (SGP) du 13 mars 2015, adressée au préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, lui demandant de saisir le président du tribunal administratif de Paris en vue de la désignation de la commission d'enquête ;

Vu la délibération n°D 2015-07 du 20 avril 2015 du directoire de la Société du Grand Paris adoptant les réponses de la Société du Grand Paris aux demandes et à la réserve émises par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) dans sa délibération n°2014/480 de son conseil d'administration datée du 10 décembre 2014 sur le dossier de la ligne 14 Sud Olympiades-Aéroport d'Orly ;

Vu la décision du 3 avril 2015 du président du tribunal administratif de Paris portant désignation des membres de la commission d'enquête chargée de diligenter l'enquête publique ;

Vu le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) comprenant notamment les documents, dont une étude d'impact, mentionnés à l'article 4 de la loi du 3 juin 2010 susvisée transmis par le président du directoire de la Société du Grand Paris ;

Vu les dossiers de mise en compatibilité des documents d'urbanisme de 5 communes impactées par le réseau de transport public du Grand Paris ;

Considérant que les projets d'infrastructures qui mettent en œuvre le schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris, doivent être déclarés d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat et doivent faire l'objet d'une enquête préalable réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'environnement ;

Considérant que le réseau de transport public du Grand Paris sera réalisé en plusieurs phases, dont celle portant sur le tronçon « Olympiades- Aéroport d'Orly » ;

Considérant que la Société du Grand Paris (SGP) est le maître d'ouvrage du réseau de transport public du Grand Paris prévu par la loi relative au Grand Paris susvisée ;

Considérant que dans sa déclaration du 6 mars 2013 à Champs-sur-Marne, confirmée par une communication en conseil des ministres du 9 juillet 2014, le Premier Ministre a décidé du maintien du projet de réseau du Grand Paris dans son ensemble, en arrêtant le financement et le phasage de sa réalisation et notamment celle du tronçon « Olympiades (Paris 13ème arrondissement) – Aéroport d'Orly » (94) ;

Sur proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et du préfet, secrétaire général pour les affaires régionales d'Ile-de-France de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – Objet : Il sera procédé du **lundi 1^{er} juin au jeudi 9 juillet 2015**, soit une durée de 39 jours consécutifs, à une enquête publique relative au projet de prolongement vers le sud de l'infrastructure de l'actuelle ligne 14 du métro dans Paris (Saint-Lazare-Olympiades) entre la gare d'Olympiades (gare non incluse) et le site de maintenance et de remisage en arrière-gare d'Aéroport d'Orly dans le cadre du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris.

Ce projet relie six gares, représente 14,4 km de lignes nouvelles, insérées en souterrain, et concerne les communes de Paris (13ème arrondissement), Arcueil, Chevilly-Larue, Gentilly, Le Kremlin-Bicêtre, L'Haÿ-les-Roses, Orly, Rungis, Thiais et Villejuif dans le département du Val-de-Marne ainsi que les communes de Paray-Vieille Poste et de Morangis, où sera implanté le site de maintenance et de remisage (SMR), dans le département de l'Essonne.

Cette enquête porte à la fois sur l'utilité publique du projet et sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Chevilly-Larue, du Kremlin-Bicêtre, de L'Haÿ-les-Roses et de Thiais dans le département du Val-de-Marne ainsi que la commune de Morangis dans le département de l'Essonne.

Cette enquête sera réalisée conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

L'enquête publique s'ouvrira le lundi 1^{er} juin 2015 à 8h30 et se terminera le jeudi 9 juillet 2015 à 19h00.

Le siège de l'enquête sera fixé à la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, (direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement – unité territoriale de Paris – service utilité publique et équilibres territoriaux – pôle urbanisme d'utilité publique) située 5 rue Leblanc 75015 Paris.

ARTICLE 2 – Commission d'enquête : Cette enquête sera conduite par une commission d'enquête ainsi constituée :

Le président : Monsieur Bernard SCHAEFER, directeur d'études en urbanisme et aménagement du territoire, en retraite,

Les membres titulaires :

- Monsieur Bernard PANET, ingénieur en urbanisme et aménagement, en retraite,
- Monsieur Jacky HAZAN, géomètre-expert DPLG, en retraite,
- Madame Nicole SOILLY, cadre supérieur à la Poste, en retraite,
- Monsieur Philippe LEHEUP, officier général de l'armée de l'air, en retraite,

En cas d'empêchement de Monsieur Bernard SCHAEFER, la présidence de la commission d'enquête sera assurée par Monsieur Bernard PANET, membre titulaire de la commission.

Les membres suppléants :

- Madame Elyane TORRENT, directrice générale territoriale, en retraite,
- Madame Martine BAUCAIRE, urbaniste, en retraite.

En cas d'empêchement de l'un des membres titulaires, celui-ci sera remplacé par la première des membres suppléants.

ARTICLE 3 – Publicité : Le public sera informé de l'ouverture de l'enquête par un avis comprenant les indications mentionnées à l'article R.123-9 du code de l'environnement, publié en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et sera rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans au moins deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans les départements concernés. Le projet "Grand Paris" étant, aux termes de la loi relative au Grand Paris, un projet urbain, social et économique d'intérêt national s'appuyant sur la création d'un réseau de transport public, l'avis d'enquête sera publié également dans deux journaux à diffusion nationale quinze jours au moins avant le début de l'enquête.

Cet avis sera également publié par voie d'affichage, aux endroits habituels d'affichage administratif, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci d'une part, à la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, siège de l'enquête publique, dans les deux préfectures des départements concernés (Val-de-Marne et Essonne) et d'autre part, dans les 12 communes traversées par le projet et visées à l'article I du présent arrêté.

L'accomplissement de cette mesure incombera aux préfets et aux maires concernés, et sera certifié par eux.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée et sauf impossibilité matérielle justifiée, il sera procédé, par les soins de la Société du Grand Paris (SGP), maître d'ouvrage, à l'affichage du même avis, sur les lieux situés au voisinage des aménagements, ouvrages ou travaux projetés relatifs au projet et visible de la voie publique. Ces affiches devront être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 susvisé.

En application de l'article R.123-11 du code de l'environnement, cet avis sera également publié sur le site internet de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris
www.ile-de-france.gouv.fr

ARTICLE 4 – Dossier d'enquête : Le dossier d'enquête publique sera mis à disposition du public via le lien internet dédié de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris, à l'adresse suivante :

www.ile-de-france.gouv.fr/enquetepubliqueligne14sud, au plus tard à la date d'ouverture de l'enquête publique.

Conformément à l'article 7 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010, la SGP assure la maîtrise d'ouvrage du projet.

Pendant la durée de l'enquête publique, les demandes d'informations pourront être adressées à :
Mme Catherine HO-THANH – direction juridique – Société du Grand Paris-Immeuble
« Le Cézanne » – 30, avenue des Fruitières – 93200 Saint-Denis.

Par ailleurs, dès la publication du présent arrêté préfectoral, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, (direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement – unité territoriale de Paris – service utilité publique et équilibres territoriaux – pôle urbanisme d'utilité publique) située 5, rue Leblanc - 75015 Paris.

ARTICLE 5 – Consultation du dossier : Pendant toute la durée de l'enquête publique, un exemplaire du dossier d'enquête, établi conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi du 3 juin 2010 susvisée et de l'article R.123-8 du code de l'environnement, comprenant notamment l'étude d'impact et les dossiers de mise en compatibilité des documents d'urbanisme, sera déposé et mis à la disposition du public dans les lieux d'enquête suivants :

Paris :

- à la **préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris** (Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA) – Unité territoriale de Paris – service utilité publique et équilibres territoriaux – pôle urbanisme d'utilité publique) située 5 rue Leblanc -75015 Paris, siège de l'enquête, ouverte les jours ouvrables aux horaires suivants : 9h à 12h et de 14h à 17h.
- à la **mairie du 13^{ème} arrondissement**, direction générale des services, bureau des affaires générales, 1 place d'Italie 75013 Paris, les lundis, mardis, mercredis et vendredis de 8h30 à 17h et les jeudis de 8h30 à 19h30.

Département du Val-de-Marne

- à la **préfecture du Val-de-Marne**, direction des relations avec les collectivités territoriales, 3ème bureau, bureau des enquêtes publiques – 21-29 avenue du Général-de-Gaulle 94038 Créteil Cedex,
- à la **mairie d'Arcueil**, pôle développement urbain, 10 avenue Paul Doumer 94110 Arcueil,
- à la **mairie de Chevilly-Larue**, direction de l'aménagement, de l'habitat et du développement économique – mairie (annexe) Relais Bretagne, 40 rue Elysée Reclus 94550 Chevilly-Larue ;
- à la **mairie de Gentilly**, direction des projets urbains, 19 rue du Val-de-Marne 94250 Gentilly,

- à la mairie du **Kremlin-Bicêtre**, direction de l'aménagement et du patrimoine, service de l'urbanisme, 1 place Jean Jaurès 94270 Le Kremlin-Bicêtre,
- à la mairie de **L'Haÿ-les-Roses**, direction urbanisme et habitat, 41 rue Jean Jaurès 94240 L'Haÿ-les-Roses,
- à la mairie d'**Orly**, centre administratif municipal, service urbanisme, 7 avenue Adrien Raynal 94310 Orly,
- à la mairie de **Rungis**, service de l'urbanisme, 5 rue Sainte Geneviève 94150 Rungis,
- à la mairie de **Thiais**, direction générale des services, 1 rue Maurepas 94320 Thiais,
- à la mairie de **Villejuif**, direction des territoires, de l'économie et de la rénovation urbaine, service urbanisme réglementaire, esplanade Pierre-Yves Cosnier 94800 Villejuif,

aux jours ouvrables et horaires habituels d'ouverture au public.

La mairie d'Arcueil sera ouverte exceptionnellement samedi 20 juin 2015 de 14h à 17h pour la tenue de la permanence de la commission d'enquête.

Département de l'Essonne

- à la **préfecture de l'Essonne** – direction des relations avec les collectivités locales, bureau des enquêtes publiques, des activités foncières et industrielles – boulevard de France 91000 EVRY.
- à la mairie de **Morangis**, service urbanisme, 12 avenue de la République 91420 Morangis,
- à la mairie de **Paray-Vieille Poste**, direction des services techniques, service urbanisme, place Henri Barbusse 91550 Paray-Vieille Poste,

aux jours ouvrables et horaires habituels d'ouverture au public.

Des registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le président de la commission d'enquête ou un de ses membres, seront également déposés et mis à la disposition du public dans chaque lieu d'enquête susvisé. Chaque personne pourra y consigner ses observations, propositions et contre-propositions aux jours ouvrables et horaires habituels d'ouverture au public de ces lieux d'enquête.

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées par écrit à l'attention du président de la commission d'enquête, pendant toute la durée de l'enquête, au siège de l'enquête, à la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris (DRIEA – Unité territoriale de Paris – Service utilité publique et équilibres territoriaux – Pôle urbanisme d'utilité publique) à l'attention de M. SCHAEFER, président de la commission d'enquête publique ligne 14 Sud - 5 rue Leblanc 75015 Paris.

Toutes ces observations adressées par courrier seront annexées au registre d'enquête publique ouvert au siège de l'enquête et seront consultables sur place pendant toute la durée de l'enquête.

De plus, en tant que moyen de communication complémentaire, des observations, propositions et contre-propositions pourront aussi être déposées, de manière électronique, sur un registre électronique du lundi 1^{er} juin 2015, dès 8h30 au jeudi 9 juillet 2015 à 12h via le site internet suivant : www.ile-de-france.gouv.fr/enquetepublicueligne14sud

Ces observations, propositions et contre-propositions électroniques seront consultables par le public sur le registre électronique pendant toute la durée de l'enquête. De plus, pendant la durée de l'enquête, une version imprimée pourra être consultée au siège de l'enquête, fixé à la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, les jours ouvrables de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Conformément aux dispositions du 4^{ème} alinéa de l'article R.123-13 du code de l'environnement, pendant toute la durée de l'enquête, les observations du public déposées sur les registres d'enquête publique seront consultables par le public aux jours ouvrables et horaires mentionnés au présent article. Elles seront aussi communicables par les préfets ou les maires, aux frais de la personne qui en fera la demande.

ARTICLE 6 – Permanences : Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations aux lieux de permanences, aux dates et heures suivantes :

Département de Paris

MAIRIE 13^{ÈME} ARRD	lundi 1 ^{er} juin 2015 de 14h à 17h	samedi 27 juin 2015 de 9h à 12h	jeudi 9 juillet 2015 de 14h à 17h
-------------------------------------	---	------------------------------------	--------------------------------------

Département du Val-de-Marne

ARCUEIL	mercredi 3 juin 2015 de 14h à 17h à la mairie	samedi 20 juin 2015 de 14h à 17h à l'école Kergomard 49 avenue Gabriel Péri	jeudi 9 juillet 2015 de 16h à 19h à la mairie
CHEVILLY-LARUE	mercredi 3 juin 2015 de 9h à 12h au service de l'urbanisme 40 rue Elysée Reclus	mercredi 17 juin 2015 de 14h à 17h au service de l'urbanisme 40 rue Elysée Reclus	jeudi 9 juillet 2015 de 9h à 12h au service de l'urbanisme 40 rue Elysée Reclus
GENTILLY	mercredi 3 juin 2015 de 9h à 12h aux services urbains 19 rue du Val-de-Marne	mardi 16 juin 2015 de 16h à 19h aux services urbains 19 rue du Val-de-Marne	lundi 6 juillet 2015 de 9h à 12h aux services urbains 19 rue du Val-de-Marne
KREMLIN-BICÊTRE	mardi 2 juin 2015 de 9h à 12h à la mairie	samedi 20 juin 2015 de 9h à 12h à la mairie	mardi 7 juillet 2015 de 16h à 19h à la mairie
L'HAY-LES-ROSES	samedi 6 juin 2015 de 9h à 12h à la mairie	mercredi 17 juin 2015 de 9h à 12h à la mairie	mardi 7 juillet 2015 de 9h à 12h à la mairie
ORLY	mercredi 3 juin 2015 de 14h à 17h30 au centre administratif municipal salle Campi-Bisenzio	vendredi 19 juin 2015 de 9h à 12h au centre administratif municipal salle Campi-Bisenzio	samedi 27 juin 2015 de 9h à 12h au centre administratif municipal salle Campi-Bisenzio
RUNGIS	jeudi 4 juin 2015 de 14h à 17h à la mairie	mercredi 17 juin 2015 de 9h à 12h à la mairie	jeudi 9 juillet 2015 de 13h30 à 16h30 à la mairie
THIAIS	jeudi 4 juin 2015 de 9h à 11h45 à la mairie	samedi 20 juin 2015 de 9h à 11h45 à la mairie	mercredi 8 juillet 2015 de 14h à 17heures à la mairie
VILLEJUIF	lundi 1 ^{er} juin 2015 de 9h à 12h à la mairie	samedi 27 juin 2015 de 9h à 12h à la mairie	mercredi 8 juillet 2015 de 14h à 17heures à la mairie

Département de l'Essonne

MORANGIS	mercredi 9 juin 2015 de 9h à 12h à la mairie	mercredi 24 juin 2015 de 9h à 12h à la mairie	mardi 7 juillet 2015 de 9h à 12h à la mairie
PARAY-VIEILLE POSTE	jeudi 11 juin 2015 de 14h à 18h à l'Espace Tabarly 75 avenue P.V.Couturier	mardi 30 juin 2015 de 9h à 12h30 à l'Espace Tabarly 75 avenue P.V.Couturier	mercredi 8 juillet 2015 de 9h à 12h30 à l'Espace Tabarly 75 avenue P.V.Couturier

ARTICLE 7 – Réunions avec le public : Compte tenu de la nature du projet deux réunions d'information et d'échanges avec le public seront organisées dans les lieux, aux dates et horaires indiqués dans le tableau ci-dessous :

COMMUNE	LIEU	ADRESSE	DATE	HORAIRE
CHEVILLY-LARUE 94550	Théâtre André Malraux	Place Jean-Paul Sartre	jeudi 25 juin 2015	20h
PARIS (13ÈME ARRONDISSEMENT)	Salle des Fêtes de la mairie	1, place d'Italie	lundi 29 juin 2015	20h

A l'issue de chacune de ces réunions, un compte rendu sera établi par le président de la commission d'enquête. Les comptes rendus seront adressés au président de la SGP, maître d'ouvrage, et au préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, autorité organisatrice de l'enquête publique et annexés au rapport de fin d'enquête.

ARTICLE 8 – Clôture de l'enquête : Conformément à l'article R.123-18 du code de l'environnement, à l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront transmis, sans délai, au président de la commission d'enquête auquel il incombera de les clore et de les signer.

Dès réception des registres et des documents annexés, le président de la commission d'enquête rencontrera, dans la huitaine, les responsables de la SGP afin de leur communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Les responsables de la SGP disposeront d'un délai de quinze jours pour produire leurs observations éventuelles.

ARTICLE 9 – Rapport d'enquête : Conformément à l'article R.123-19 du code de l'environnement, la commission d'enquête établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations consignées ou annexées aux registres d'enquête.

Le rapport d'enquête comportera le rappel de l'objet du projet de réalisation du tronçon « Olympiades – Aéroport d'Orly », dans le cadre du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations de la SGP, en réponse aux observations du public.

La commission d'enquête consignera dans un document séparé ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet précité.

Le président de la commission d'enquête transmettra, dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le dossier soumis à enquête accompagné des registres d'enquête et des pièces annexées ainsi que son rapport et ses conclusions motivées au préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement - unité territoriale de Paris – Service utilité publique et équilibres territoriaux – Pôle urbanisme d'utilité publique), 5 rue Leblanc 75911 Paris cedex 15.

L'unité territoriale de l'équipement et de l'aménagement de Paris transmettra, sans délai, copie de ces documents à la SGP et à la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA) d'Ile-de-France.

Le président de la commission d'enquête transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 10 – Délai : Si dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté au préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, une demande motivée de report de ce délai, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L.123-15 du code de l'environnement.

ARTICLE 11 – Publication du rapport d'enquête : En application de l'article R.123-21 du code de l'environnement, le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris adressera, dès réception, copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête aux préfets et aux maires respectivement des départements et des communes, désignés lieux d'enquête dans l'article 5 du présent arrêté. Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête dans les préfectures et mairies désignées lieux d'enquête dans l'article 5 du présent arrêté.

De même, ces documents seront consultables sur le site internet de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris www.ile-de-france.gouv.fr

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication de ces pièces à l'une des préfectures ou mairies citées à l'article 5 du présent arrêté.

ARTICLE 12 – Frais d'enquête : La Société du Grand Paris prendra en charge les frais d'enquête, notamment les frais d'affichage, d'organisation des réunions publiques, de publication et d'indemnité allouée aux membres de la commission d'enquête.

ARTICLE 13 – Mise en compatibilité : Conformément aux dispositions de l'article R.123-23-1 du code de l'urbanisme, à l'issue de l'enquête publique, les dossiers de mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées, éventuellement modifiés pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion interdépartementale des examens conjoints des Personnes Publiques Associées (PPA) seront soumis pour avis aux conseils municipaux concernés. Si ceux-ci ne se sont pas prononcés dans un délai de deux mois, ils seront réputés avoir donné un avis favorable.

Sous réserve des résultats de l'enquête publique, le projet de prolongement vers le sud de l'infrastructure de l'actuelle ligne 14 du métro dans Paris (Saint Lazare – Olympiades) entre la gare

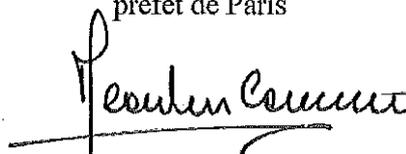
d'Olympiades (gare non incluse) et le site de maintenance et de remisage en arrière-gare d'Aéroport d'Orly du réseau de transport public du Grand Paris sera déclaré d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat.

La déclaration d'utilité publique précitée, prise par décret en Conseil d'Etat, emportera approbation des nouvelles dispositions des différents documents d'urbanisme concernés.

ARTICLE 14 – Exécution de l'arrêté : La préfète, secrétaire générale de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, le préfet, secrétaire général pour les affaires régionales d'Ile-de-France de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, les secrétaires généraux des préfectures des départements du Val-de-Marne et de l'Essonne, le directeur de l'unité territoriale de Paris de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA) d'Ile-de-France, les maires des communes mentionnées à l'article 5 du présent arrêté, le président et les membres de la commission d'enquête seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil régional des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, accessible sur le site internet www.ile-de-france.gouv.fr

Fait à Paris le 4 MAI 2015

le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris



Jean-François CARENCO